

Scandale d'État : 50 000 œuvres d'art prêtées aux musées et aux administrations ont disparu

Tableaux, sculptures, vaisselle : plus de 500 000 pièces uniques sont prêtées en France. Un gigantesque inventaire vient de révéler que 10% restent manquantes

Par Delphine Tanguy (<https://www.laprovence.com/article/edition-marseille/5527110/.html>)



La réserve des musées de Marseille où sont conservées plus de 100 000 œuvres. Photo Serge Guérault

Stupeur au conseil municipal de Nice. Ce jour de 2017, les élus découvrent accablés le résultat d'un inventaire mené durant dix ans - le précédent datait de 1919 ! - au musée Masséna : un quart de ses collections, soit 2 466 pièces manquent à l'appel ! Ont-elles été volées ? Sont-elles éparpillées quelque part dans les caves et greniers des musées locaux ? Au bout de longs mois passés à soulever, fébriles, les toiles d'araignées, les services municipaux en retrouveront... 366, soit à peine 13%. Le vol d'au moins 61 objets d'art était, l'an passé, bel et bien établi.

Comment en est-on arrivé là ? Nice n'est hélas pas un cas à part. La Cour des comptes avait dénoncé, en 1997, dans un rapport cinglant, le manque de traçabilité des dépôts d'œuvre d'art effectués depuis le XIXe siècle. Début 2019, la Commission de récolement des dépôts d'œuvres d'art (CRDOA), créée à l'occasion de ce texte, a elle-même publié la synthèse nationale de vingt ans d'opérations d'inventaire menées par les dépositaires (Centre des monuments nationaux, Centre national des arts plastiques, manufacture nationale de Sèvres, Mobilier national, Service des musées de France, musée de l'Armée et musée national de la Marine) auprès des structures à qui ils ont confié des œuvres. Des milliers de mairies, ambassades, musées de province, préfectures, universités... Qui ont eu toutes les peines du monde à retrouver ce qui leur avait parfois été prêté cinquante ou cent ans plus tôt !



Chaque musée (ici, Arlaten, à Arles) doit tenir le registre précis de ses possessions. État, sous-dépôt, localisation précise... Les grands musées déposants sont tenus à un récolement tous les cinq ou dix ans. Photo archives Frédéric Speich

Résultat ? Ces investigations ont confirmé que des milliers d'œuvres d'art ont bel et bien disparu. Selon le résultat de ces dernières opérations de récolement, sur près de 500 000 objets déposés, 10% au moins sont introuvables, soit tout de même entre 50 000 et 60 000 pièces. À lui seul, l'Élysée a "égaré" un bon millier de meubles, céramiques ou tableaux et les sacs, près de 40% des œuvres qui leur auraient été confiées. Mais la palme revient au réseau diplomatique français, incapable de localiser 60% des 110 000 œuvres dont il avait la garde.

Brisées, volées ou tout simplement impossibles à localiser, ces œuvres perdues sont une partie du trésor commun de la République qui fout le camp. Car mal inventoriées, des œuvres peuvent disparaître sans que personne ne s'en aperçoive, et même finir sur des sites de vente aux enchères : ce fut le cas en 2017, pour de la vaisselle du ministère de l'Intérieur. En 2011, l'ancienne préfète de Lozère avait aussi été condamnée à un an de prison ferme par le tribunal correctionnel de Mende pour avoir subtilisé meubles et tableaux de son logement de fonction. Le travail de récolement n'est pas terminé en France. La synthèse des départements du Vaucluse ou des Alpes-Maritimes, notamment, est attendue pour 2020 ; dans les Bouches-du-Rhône, seules 2 873 des 9 601 œuvres d'art déposées ont été récolées (soit 29,92%). Il reste notamment au musée de l'Armée à remonter la piste des 6 472 œuvres déposées au musée de l'Empéri, à Salon-de-Provence. La chasse au trésor continue.

Dans les Bouches-du-Rhône, près de 9% des biens manquent toujours à l'appel

Pour commencer, voici une bonne nouvelle : c'est presque une surprise, mais nous ne sommes pas les cancre de la France ! Selon la Commission du récolement des dépôts des biens culturels de l'État (CRDOA), qui s'assure depuis 1996 que les opérations de localisation et d'inventaire des œuvres sont bien réalisées, le taux de disparition n'est "que" de 8,70% dans les Bouches-du-Rhône. C'est "*significativement moins*" que la moyenne des départements français (21,25%), salue même Sylvain Leclerc, secrétaire général de la commission. Cependant, si le Centre des monuments nationaux a réussi à localiser ses 37 biens dispersés dans le département, la Manufacture de Sèvres, elle, est sans nouvelles de plus d'une pièce sur deux. "*Ce taux de disparition s'explique par la petite taille des pièces, qui se perdent et se volent plus facilement. Beaucoup peuvent aussi être simplement brisées*", constate Sylvain Leclerc. Plus critique, la CRDOA constate néanmoins que l'obligation légale faite aux dépositaires de fournir chaque année un état des dépôts dont ils bénéficient, "*n'est pas respectée*". Les raisons ? "*L'éloignement est une première explication, comme le manque de moyens humains des déposants concernés et des services de la Drac*", évoque la commission.

Certains dépositaires, ainsi, "*déplacent les biens qu'ils ont reçus*" sans l'autorisation du déposant. "*Par exemple 125 œuvres ont été initialement déposées au musée des beaux-arts de Marseille*" mais 24 ont été déplacées sur d'autres sites sans accord, tandis que 53 pièces, qui avaient été confiées à des musées différents, se sont retrouvées dans ses réserves ! Une chatte n'y retrouverait pas ses petits...

Parfois, des œuvres que l'on croyait perdues ressurgissent inopinément : c'est le cas du *Vieux-Port par temps gris*, une huile sur toile d'Eugène Giraud, retrouvée dans les réserves du musée Cantini, à Marseille encore ; d'un paysage d'Antoine Gianelli, prêté au musée des Beaux-Arts, qui s'est retrouvé à la mairie du 9^e arrondissement ; ou d'une sculpture de Henri-Paul Rey dénichée finalement dans les réserves du musée Réattu à Arles... Cependant, quand les récolements se révèlent infructueux, le déposant est vivement incité à déposer plainte contre X : une procédure effectuée pour 106 cas dans les Bouches-du-Rhône.



Les musées de Marseille se sont dotés d'une réserve mutualisée. Elle permet une meilleure traçabilité et conservation pour plus de 100 000 objets. Photo Serge Guérault

Le Centre national des arts plastiques recherche ainsi deux portraits impériaux déposés à la sous-préfecture d'Arles ou *La Vierge et l'enfant Jésus*, d'Emile Charles Joseph Loubon, une huile sur toile confiée à la maison d'arrêt des Baumettes. Il s'apprête à porter plainte au sujet d'une décoration picturale introuvable à la fac de médecine du Pharo, d'un buste de Louis Adolphe Thiers, signé Claude Vignon et déposé au musée Cantini, d'une huile de Jacques Thévenet, *Boodle's Club*, prêtée au même musée. Au musée des Beaux-Arts, il recherche encore *Les Oliviers à Cassis*, une toile de Maurice Crozet ainsi que *Prométhée enchaîné*, un tableau d'Emile Jean-Baptiste Bin. Quatre plaintes concernent enfin la... Préfecture des Bouches-du-Rhône, incapable de remettre la main sur une aquarelle de Gilbert Galland et plusieurs huiles (Georges Pomerat, Étienne Ronjat, Joseph Sivel).

Le Service des musées de France a pour sa part déposé 94 plaintes dans les Bouches-du-Rhône, pour une marine de Raoul Dufy, recherchée au musée Cantini, deux peintures déposées par le musée du Louvre au musée des Beaux-Arts (*Le départ de Léonidas* d'Auguste Couder et *Nymphes à la fontaine*, de Charles Le Brun). Pas moins de 90 plaintes ont été déposées pour des envois Campana (1) dont on ne retrouve pas la trace au musée d'archéologie méditerranéenne, à l'étage de la Vieille-Charité, toujours à Marseille.

Le Cnap "*doit encore déterminer les suites à réserver à six œuvres recherchées au musée Granet, à Aix-en-Provence*" et localiser 14 œuvres recensées à la mairie de Marseille. Le dépôt de plainte est crucial : il permet une intégration des objets disparus dans la base Treima de l'OCBC. "*C'est une question d'intérêt général, de la préservation de notre patrimoine commun*", incite Sylvain Leclerc à la CRDOA. "*Une mauvaise gestion peut effectivement amener à des vols.*" Cette possibilité, Xavier Rey, directeur des musées de Marseille depuis deux ans et demi, ne peut donc pas l'exclure, d'autant que la cité phocéenne a connu plusieurs affaires retentissantes ces dernières années. "*Le risque zéro n'existe pas*", soupire-t-il. Mais depuis quinze ans, la cité phocéenne a entrepris le recensement numérique de ses pièces et s'est

dotée d'une réserve mutualisée à l'ensemble de ses musées. Quelque 100 000 pièces y attendent une restauration ou une exposition. *"La traçabilité a été considérablement améliorée, comme le niveau de sécurité"*, assure Xavier Rey.

De fait, certaines œuvres jugées disparues ont refait surface : c'est le cas du fameux buste de Thiers par Claude Vignon. *"Il avait en fait été sous-déposé au lycée Thiers"*, précise le directeur des musées. Onze œuvres du dépôt Campana ont aussi été identifiées. *"On sait ce qu'elles sont même si on ne les a pas encore localisées, mais on a bon espoir d'arriver un jour au bout de nos recherches. C'est un dossier qui traîne depuis cent ans !"* D'autres tableaux, en revanche, sont bien jugés définitivement perdus, après un sous-dépôt ancien.

(1) La collection du marquis éponyme avait été acquise par décret impérial en 1861 et répartie entre le Louvre et les musées de France

Les limiers de l'OCBC traquent voleurs et faussaires

Ils sont 28 enquêteurs chevronnés - policiers et gendarmes - réunis dans le même bâtiment de Nanterre. Créé en 1975, l'Office central de lutte contre le trafic des biens culturels (OCBC), réputé internationalement, traque les faussaires, revendeurs véreux et autres voleurs spécialisés : le trafic d'œuvres d'art est le troisième plus important au monde, (très loin) après celui des armes et de la contrefaçon. Selon les estimations, il représenterait 3 à 8 milliards d'euros par an. *"Aujourd'hui, les trois quarts de notre activité sont liés à la délinquance économique et financière en lien direct avec le monde de l'art : faux, tromperie sur la marchandise, escroquerie, blanchiment d'argent"*, décrit Didier Berger.



Les enquêteurs de l'OCBC traquent dans la gigantesque base de données Treima les œuvres volées en France. 100 000 objets y sont répertoriés. Certains ne réapparaîtront jamais sur leurs radars..Photo archives Serge Mercier

Colonel de gendarmerie, le directeur de l'OCBC pilote trois groupes de cinq enquêteurs chacun : le premier est entièrement dédié au suivi de la base de données Treima (pour "Thesaurus de recherche électronique et d'imagerie en matière artistique"), qui publie les photographies de 100 000 biens culturels volés en France, ainsi que d'autres, dérobés à l'étranger, quand leur disparition est signalée par le canal d'Interpol, via 193 pays. *"Le groupe fait de la veille sur Internet, il compulse les catalogues des ventes aux enchères françaises"*, mais fouille aussi les entrailles d'eBay ou Le Bon Coin. Les deux derniers groupes de l'Office sont chargés d'enquêter sur le terrain, soit sur saisie des magistrats soit de leur propre initiative, en lien avec les services régionaux de police et gendarmerie. Infiltrer le milieu, organiser des fausses transactions, mener des écoutes, garder serré un réseau de "tontons" : les hommes de l'OCBC sont rompus à toutes les stratégies.

Dans le monde de l'art, l'activité criminelle s'est recomposée au cours des dix dernières années : *"Le vol ne représente plus que 25 % de nos affaires"*, reprend le colonel Didier Berger. Dans les musées français, on ne relève plus qu'une quarantaine de larcins par an. Châteaux et églises,

littéralement pillés jusqu'au début des années 2010, ont il est vrai amélioré leur niveau de protection ; la demande des acheteurs a également évolué. Enfin, *"un certain nombre de grosses équipes ont aussi été arrêtées"*, explique le directeur de l'OCBC. Près de nous, des pays comme l'Italie, qui voyaient se faire dépouiller leurs magnifiques sites archéologiques, ont développé une véritable task force : doté de 200 agents, il est une référence dans le monde entier. *"Les Italiens ont fait de la lutte contre le trafic de l'art une véritable priorité"*, salue, en expert, Didier Berger.

Le marché de la contrefaçon, lui, a explosé en France comme partout dans le monde. *"L'escroquerie basée sur la vente de faux constitue l'activité principale de notre office"*, confirme Didier Berger. *Ces oeuvres, tableaux comme sculptures ou même antiquités, sont souvent réalisées à l'étranger - pays de l'Est, Moyen-Orient - et revendues, via Internet, sur le marché français."* Atterrés, les enquêteurs de l'OCBC constatent régulièrement la *"grande crédulité"* des acheteurs qui *"croient faire une belle affaire en achetant un dessin de Picasso à quelques centaines d'euros"* ! La qualité du travail des faussaires, cela dit, *"trompe aussi les experts"*. Dernièrement, le musée d'Elne (Pyrénées-Orientales) en a fait la douloureuse expérience : 60 % de sa collection s'est révélée contrefaite.

Pour l'OCBC, si le récolement mené depuis plusieurs années par les grands musées français est essentiel, les opérations de recherches liées à des plaintes sont excessivement ardues. *"Il n'y a pas toujours de photo de l'oeuvre disparue, et il est aussi très souvent difficile de dire quand se sont produits les faits !"* soupire le directeur du service. *"Il est donc fondamental que les institutions nous alertent le plus tôt possible après la découverte de la disparition d'un objet. Nous ne sommes qu'un maillon de la chaîne : notre efficacité dépendra de la précision de l'inventaire réalisé."*

On estime que de 5 à 10 % seulement des oeuvres volées seront finalement retrouvées.

D'incroyables chasses au trésor

Un indice qui valait dix millions

Les enquêteurs qui mettront la main dessus auront l'impression d'avoir trouvé le Graal : *La Nativité avec saint François et saint Laurent*, est un tableau signé le Caravage, volé dans l'oratoire de San Lorenzo, à Palerme, en Sicile, en octobre 1969. Toutes les polices du monde sont à sa recherche depuis 50 ans.

Autre toile volée mythique, *Le Pigeon aux petits pois*, un Picasso cubiste, a disparu du musée d'art moderne de Paris dans la nuit du 19 au 20 mai 2010, avec cinq autres oeuvres majeures du maître espagnol, mais aussi de Modigliani, Léger, Matisse et Braque. Un butin estimé à 100M. Le voleur, arrêté, prétendra qu'il a détruit l'ensemble des toiles : mais faut-il le croire ? Elles ne sont en tout cas jamais réparées. *Le Christ dans la tempête sur la mer de Galilée*, un flamboyant Rembrandt, fait aussi partie des "stars" dérobées. Les faits se sont déroulés en 1990 au musée Isabella Stewart Gardner de Boston. Malgré près de 30 ans de recherches dans le monde entier, le FBI a fait chou blanc. Depuis deux ans, le musée offre 10 millions de dollars pour tout indice permettant de retrouver ce chef-d'oeuvre, volé avec 11 autres toiles majeures. Enfin, on est toujours sans nouvelles de *Chemin de Sèvres*, un petit Corot volé en plein jour au musée du Louvre en 1998.

Un drôle d'Indiana Jones

Il s'appelle Arthur Brand et ce détective privé néerlandais est désormais une star dans le monde de l'art : il aurait résolu une trentaine d'affaires pour une valeur estimée à près de 200 M€. Parmi

les oeuvres retrouvées ? Le fameux *Buste de femme (Dora Maar)* de Picasso, dérobé en 1999 sur le yacht d'un cheikh saoudien dans le port d'Antibes (Alpes-Maritimes). Son agence, Artiaz, piste également les oeuvres volées aux familles juives pendant la guerre.



Ce Degas avait été dérobé sans effraction en 2009 au musée Cantini, à Marseille. Photo DR

On a revolé les Peupliers !

L'Allée des peupliers aux environs de Moret-sur-Loing, un tableau de Sisley, est un feuilleton à lui tout seul : il a été volé 3 fois en 40 ans ! La première, c'était en 1978, à Marseille. Prêtée par le Louvre, la toile est retrouvée quelques jours plus tard... dans les égouts de la ville ! Rebelote en 1998. Le directeur du musée des Beaux-Arts de Nice, où est alors exposé le Sisley, simule une prise d'otage et s'empare du tableau. Qui sera retrouvé à Saint-Laurent-du-Var. Enfin, en 2007, un spectaculaire braquage, bien réel cette fois, a lieu au musée niçois : quatre tableaux, dont la fameuse *Allée aux peupliers*, sont dérobés. L'OCBC les récupère en 2008. Depuis, il faut se rendre au musée d'Orsay pour contempler le Sisley...

De Cantini aux soutes d'un bus

Les Choristes est un délicat pastel de Degas prêté au musée Cantini de Marseille par Orsay. Le 31 décembre 2009, il disparaît sans effraction. Scandale à Marseille. Le 16 février 2018, il est retrouvé par hasard... dans les soutes d'un bus arrêté à la station-service de Ferrières-en-Brie, près de Paris. L'OCBC poursuit son enquête sur cette affaire mystérieuse qui avait causé un séisme à Marseille : elle avait en effet coïncidé avec la mise au jour d'un système de billetterie frauduleuse à Cantini. En 2017, les musées marseillais se retrouvent à nouveau en disgrâce, lorsqu'une stèle égyptienne est dérobée, en plein jour, au musée d'archéologie de la Vieille Charité.